



MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA RELANCE

Liberté
Égalité
Fraternité

Direction générale du Trésor



BRÈVES ÉCONOMIQUES D'AFRIQUE DE L'OUEST

(HORS NIGÉRIA-GHANA)

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL

D'ABIDJAN

N° 431 – 04 février 2022

Zoom sur l'Indice de perception de la corruption 2021, publié par Transparency international

Chaque année, [l'Indice de perception de la corruption \(IPC\) de Transparency international](#) classe 180 pays et territoires selon les niveaux de perception de la corruption dans le secteur public, sur la base d'appréciations d'experts et de personnalités d'affaires. L'indice utilise une échelle allant de 0 à 100, où 0 correspond à un niveau de corruption élevé.

Dans ce nouveau rapport publié le 25 janvier 2022, **l'organisation non-gouvernementale s'alarme du fait que la corruption a stagné ou progressé dans 86% des pays au cours de la dernière décennie** – les scores de l'IPC ne sont comparables annuellement que depuis 2012. En effet, selon le document, de nombreux pays ont prétexté la pandémie à COVID-19 pour restreindre les libertés fondamentales et contourner d'importants mécanismes de contrôle. **Ainsi, comme l'an dernier, plus des deux tiers des pays (122 au total, soit 68%) obtiennent un score inférieur à 50 et le score moyen s'établit à 43/100** pour la 10^{ème} année consécutive. En comparaison à 2012, 25 pays ont enregistré une hausse significative de leur score, avec notamment en tête l'Arménie (+14 points à 49). A l'inverse, 23 pays ont enregistré une baisse significative par rapport à 2012, parmi lesquels **des économies avancées** comme l'Australie (-12 points à 73) et le Canada (-10 points à 74).

❗ Bien que son score ait légèrement progressé, l'Afrique subsaharienne demeure la région où le niveau de perception de la corruption est le plus élevé

Avec une moyenne de 33/100 (soit +1 point par rapport à l'année précédente), **l'Afrique subsaharienne** est la région dont le score est le plus faible. Le Soudan du Sud (11/100) arrive en queue du classement mondial, tandis que les Seychelles (70/100) constituent le pays africain dont le score est le plus élevé et occupent la 23^{ème} place du classement mondial. Selon le rapport, les changements de pouvoirs anticonstitutionnels, les restrictions disproportionnées aux libertés civiles sous couvert de pandémie ou encore le climat d'impunité face à la corruption régnant dans certains Etats renforcent la corruption. En outre, l'insuffisance des ressources des gouvernements pour lutter contre le phénomène et les lacunes structurelles des systèmes judiciaires nationaux entravent les efforts de la région dans sa lutte contre la corruption.

LE CHIFFRE À RETENIR

35

Le score moyen (sur 100) de l'Indice de perception de la corruption en l'Afrique de l'ouest

Les pays d'Afrique de l'Ouest ont connu des évolutions contrastées par rapport à 2012

En Afrique de l'Ouest, le Cap-Vert (58/100, 39^{ème} place mondiale) est le seul pays dont le score est supérieur à 50, au même niveau depuis 2019. Les scores des autres pays de la sous-région, qui demeurent bas, ont connu des évolutions irrégulières et contrastées.

Dans l'ensemble, 8 pays ont vu leurs scores diminuer par rapport à 2012 (avec en tête, le Libéria et le Mali : -12 et -5 points respectivement) tandis que 7 autres ont progressé (en tête la Côte d'Ivoire et le Sénégal : +7 points chacun).

Toutefois, la lecture change si la comparaison se fait par rapport à 2020. En effet, le score de la Guinée-Bissau (21/100), le plus faible de la sous-région, a enregistré la progression la plus importante de la sous-région (+2 points), tout comme celui du Burkina Faso (42/100). A l'inverse, le score de la Guinée (25/100) a enregistré la plus importante diminution (-3 points).

Evolution du rang et score selon IPC de Transparency International

Pays	2021		2020		Score 2012	Evolution du score	
	Rang (/180)	Score (/100)	Rang (/180)	Score (/100)		2020-2021	2012-2021
Cap-Vert	39	58	41	58	60	0	-2
Sénégal	73	43	67	45	36	-2	+7
Ghana	73	43	75	43	45	0	-2
Bénin	78	42	83	41	36	+1	+6
Burkina Faso	78	42	86	40	38	+2	+4
Gambie	102	37	102	37	34	0	+3
Côte d'Ivoire	105	36	104	36	29	0	+7
Sierra Leone	115	34	117	33	31	+1	+3
Niger	124	31	123	32	33	-1	-2
Togo	128	30	134	29	30	+1	0
Mali	136	29	129	30	34	-1	-5
Libéria	136	29	137	28	41	+1	-12
Mauritanie	140	28	134	29	31	-1	-3
Guinée	150	25	137	28	24	-3	+1
Ghana	154	24	149	25	27	-1	-3
Guinée-Bissau	162	21	165	19	25	+2	-4
Moyenne	-	35	-	35	35	-	-

Source : Transparency International

Régional

19 Mds USD de flux financiers illicites liés au commerce en Afrique de l'ouest

Selon [un rapport publié en décembre 2021](#) par Global financial integrity (GFI), les flux financiers illicites liés au commerce représenteraient en moyenne chaque année 21,7% de la valeur totale des flux commerciaux entre l'Afrique subsaharienne et 36 économies avancées sur la période 2009-2018. Ces flux étant entendus comme écarts ou gaps dans les déclarations douanières afin de transférer illicitement de

l'argent à travers les frontières internationales.

En ce qui concerne l'Afrique de l'Ouest, les flux commerciaux illicites entre cette sous-région et les 36 économies avancées peuvent être estimés en moyenne à 19,1 Mds USD par an. En outre, par pays et en proportion de la valeur totale de leurs flux commerciaux bilatéraux (avec les économies avancées), le Togo (29%) occupe la 1^{ère} place, suivi du Mali (27,7%) et de la Mauritanie (26,9%)

7 Mds EUR seront levés en 2022 sur le Marché des titres publics de l'UEMOA

D'après [un communiqué](#) de UMOA-Titres, les Etats de l'UEMOA prévoient de lever 4 672 Mds

FCFA (7,1 Mds EUR) sur le Marché des titres publics (par adjudication) en 2022. A noter que **ce montant indicatif n'intègre pas les prévisions** du Mali qui est encore sous le coup des sanctions de la CEDEAO. Aussi, ce montant représenterait une baisse de 2,6% par rapport à 2021, où 4 796,5 Mds FCFA ont pu être levés sur ce marché (abstraction faite des montants levés par le Mali). Ces ressources prendront à 72,4% la forme d'obligations du Trésor et à 27,6% la forme de bons du Trésor. Dans l'ordre, la Côte d'Ivoire (1 185 Mds FCFA ; 1,8 Md EUR), le Burkina Faso (1 125 Mds FCFA ; 1,7 Md EUR) et le Sénégal (780 Mds FCFA ; 1,2 Md EUR) sont les pays qui solliciteront le plus le marché régional en 2022.

UEMOA : maintien de la tendance haussière de l'activité en décembre 2021

Selon le [bulletin mensuel des statistiques](#) de la BCEAO, les principaux indicateurs d'activité économique se maintiennent à un niveau élevé, reflétant l'évolution positive de la conjoncture dans la zone. Ainsi, l'indicateur du climat des affaires, traduisant les opinions des chefs d'entreprises sur la conjoncture, s'est amélioré en moyenne de 4,9 points en glissement annuel (g.a.) en décembre 2021, plus particulièrement au Mali (+7,8 pts en g.a.) et au Togo (+7 pts en g.a.). S'agissant des indices du chiffre d'affaires, celui du commerce a augmenté de 11,7% en g.a. en décembre 2021 (après +15,3% en g.a. en novembre 2021) et celui des services marchands s'est accru de 4,3% en g.a. (contre +14,4% en g.a. en novembre). Quant à l'indice de la production industrielle, il a progressé de 0,7% en g.a. (contre +1,1% le mois précédent). L'inflation au sein de l'UEMOA s'est établie à 6% en g.a. en décembre 2021 (après +4,9% en g.a. le mois précédent), principalement tirée par l'évolution des prix des produits alimentaires et boissons non alcoolisées (contribution de +4,7 points de pourcentage).

Renouvellement de l'accord de pêche entre le Sénégal et la Guinée Bissau

Le 1^{er} février 2022, le ministre sénégalais des Pêches et de l'économie maritime et son homologue de la Guinée Bissau [ont signé](#) un

nouveau protocole d'application de la convention liant les deux pays dans le domaine des pêches maritimes, en vigueur depuis décembre 1978. Cet accord, d'une durée de deux ans renouvelable, vise à assurer une gestion durable des ressources et la préservation des relations entre les deux pays. Il permettra aux pêcheurs sénégalais (artisanaux et industriels) d'accéder aux eaux bissau-guinéennes selon des quotas bien définis, contre le paiement de redevances des licences de pêche à la Guinée-Bissau et l'accueil de ses ressortissants au sein des écoles de formations maritimes sénégalaises.

❖ Bénin

Instauration de mesures de maîtrise des prix et de soutien aux filières agricoles

Lors du Conseil des Ministres du 2 février 2022, le gouvernement [a approuvé](#) la mise en place de redevances à l'exportation sur certains produits, notamment le soja, le coton, le manioc, le karité, le riz paddy, l'igname ou la noix de cajou, et a interdit la sortie des intrants agricoles hors du territoire. Dans la pratique, un taux de majoration de 20% sera appliqué sur le prix moyen de vente des produits dont les besoins de consommation interne sont très élevés et de 10% pour les produits dont l'offre dégage un excédent par rapport à la demande nationale. Selon le gouvernement, ces mesures sont destinées à freiner les sorties massive de vivriers qui engendrent une hausse des prix des biens alimentaires, alors que la campagne agricole a été bonne, et à sécuriser l'approvisionnement de la demande nationale.

Acquisition d'un laboratoire mobile P3

Dans [un communiqué](#) publié le 28 janvier 2022, le gouvernement a annoncé l'acquisition de son premier laboratoire mobile P3. Ce laboratoire va améliorer la qualité du diagnostic de maladie infectieuses comme, entre autres, la Covid-19, Ebola, la fièvre jaune ou la tuberculose pour lesquelles le diagnostic requiert des conditions spécifiques. L'acquisition de cet équipement

s'inscrit dans le cadre du premier accord signé entre le Gouvernement et le Bureau des Nations unies pour les services d'appui aux projets (UNOPS), relatif au projet d'acquisition d'un laboratoire P3 Mobile et de deux ambulances équipées pour un montant de 2,2 M USD. La Banque islamique de développement a aussi contribué au financement et deux autres laboratoires mobiles P3 sont attendus dans le courant du mois de février 2022.

🍷 Burkina Faso

43% des ménages auraient enregistré une perte de revenus en juin 2021

L'Institut national de la statistique et de la démographie (INSD) a publié [un rapport intitulé "Covid-19, suivi des impacts au niveau des ménages"](#), basé sur une enquête auprès de 1 924 ménages. Ainsi, le rapport soulève que : (i) l'agriculture est destinée principalement à l'autoconsommation, 60% des producteurs déclarant ne pas vendre de produits agricoles ; (ii) les principaux problèmes rencontrés par les ménages agricoles sont l'incapacité d'acquérir ou de transporter des engrais (34%) et les retards dans les activités de plantation (24,7%) ; (iii) les ménages vivant dans les zones rurales sont plus exposés au terrorisme et aux épisodes d'insécurité alimentaire ; (iv) les pénuries alimentaires et la hausse du prix des denrées sont les principales préoccupations de plus de la moitié des répondants ; (v) 43% des ménages interrogés ont déclaré avoir enregistré une diminution de leurs revenus en juin 2021 par rapport à la même période de l'année précédente tandis que 28% ont déclaré avoir enregistré une hausse.

🍷 Cap-Vert

Creusement du déficit commercial de 10,5% en 2021

Selon [l'Institut national de la statistique](#) (INE), le déficit commercial du Cap-Vert s'est creusé de

10,5% en 2021 pour atteindre 71,4 Mds CVE (650 M EUR). Les exportations ont progressé de 1,3% en 2021 pour s'établir à 5,2 Mds CVE (47,1 M EUR) tandis que les importations ont enregistré une hausse de 9,9% pour se situer à 76,6 Mds CVE (696,9 M EUR). Les principaux produits concernaient les préparations et conserves (72,7% du total des exportations), les vêtements (7,3%) et les chaussures (5,6%) tandis que les produits les plus importés ont été les combustibles (12,4% du total des importations), les véhicules automobiles (7,6%) et les produits ferreux (7%). Enfin, les principaux clients du pays ont été l'Espagne (62,4% du total des exportations), le Portugal (15,6%) et l'Italie (13%). A l'inverse, les principaux fournisseurs ont été le Portugal (46,5% du total des importations), la Chine (7,2%) et l'Espagne (6,6%).

🍷 Côte d'Ivoire

Inflation à 5,6% en décembre 2021 en g.a.

Selon [l'Institut national de la statistique](#) (INS), le taux d'inflation s'est établi à 5,6% en glissement annuel (g.a.) en décembre 2021, contre +5,5% en g.a. le mois précédent. Cette hausse des prix se justifie par celle des produits alimentaires et boissons non alcoolisées (+12,3% en g.a.), en lien avec la hausse des prix du poisson (+15,6% en g.a.) et de la viande (+12,3% en g.a.). Suit ensuite la composante logement, eau, gaz, électricité et autres combustibles (+5,6% en g.a.). Cette hausse a néanmoins été atténuée par la baisse des prix des loisirs et culture (-1,4% en g.a.). En moyenne annuelle, le taux d'inflation pour l'année 2021 s'est établi à 4,2%, bien supérieur au seuil communautaire de l'UEMOA qui est de 3%.

Nestlé annonce un nouveau plan pour améliorer la traçabilité et les conditions de vie des producteurs de cacao

Après un projet pilote réalisé en Côte d'Ivoire auprès de 1 000 agriculteurs, Nestlé compte déployer [un programme de plus grande ampleur](#) d'accélération des revenus des producteurs de

cacao dans tout le pays, puis au Ghana voisin. Ce programme consiste en le versement d'une prime dégressive et incitative (à partir d'environ 473,5 EUR) aux familles de producteurs de cacao qui s'engagent dans de bonnes pratiques telles que la scolarisation des enfants, la mise en œuvre de bonnes pratiques agricoles et d'activités agroforestières, etc. A noter que la prime ne sera pas versée sur la base du volume de cacao vendu. Par ailleurs, l'entreprise souligne qu'elle prévoit d'investir plus de 1,3 Md CHF (1,2 Md EUR) d'ici 2030 dans la durabilité du cacao. Le cacao issu du nouveau programme fera partie d'une gamme de cacao traçable et identifiable par les consommateurs. Cette initiative voit le jour dans un contexte de durcissement des réglementations d'importation du cacao. En effet, l'Union Européenne, premier importateur du cacao ivoirien, souhaite accentuer la traçabilité des fèves et avoir une production durable sur les plans environnementaux, économiques et sociaux.

Rénovation et construction de nouvelles gares lagunaires à Abidjan

Lors de la 15^{ème} édition du Club Mobilité, le 27 janvier 2022, le Directeur des études de l'Autorité de mobilité urbaine du grand Abidjan (AMUGA) [a mis l'accent](#) sur les potentialités du bassin lagunaire. Bien que l'exploitation actuelle du plan d'eau se heurte à des contraintes de sécurité et de rentabilité, l'AMUGA en a fait un pilier de sa stratégie de mobilité. Ainsi, dans le cadre du Projet d'appui à la compétitivité du Grand Abidjan (PACOGA), financé par la Banque mondiale (BM), deux gares lagunaires seront **renovées et une nouvelle, à l'extrémité sud de Yopougon sera construite**. D'autres gares devront être bientôt identifiées afin de densifier le réseau. Le trafic lagunaire aurait un potentiel de 400 000 voyageurs par jour sur un plan d'eau qui touche 8 des 13 communes qui forment le Grand Abidjan.

Guinée

Inflation à 12,5% en g.a. en décembre 2021

Selon [l'Institut national de la statistique](#) (INS), le taux d'inflation s'est établi à +12,5% en glissement annuel (g.a.) en décembre 2021, après +12,6% le mois précédent. La hausse des prix a été tirée par celle des produits alimentaires, boissons et tabac (+15,1% en g.a.), en lien avec l'augmentation des prix des légumes et tubercules (+34,8% en g.a.) et de la viande (+24,4% en g.a.). Ensuite, viennent les prix de l'ameublement et des équipements ménagers (+30,5% en g.a.). Toutefois, le niveau d'inflation a été atténué par la baisse des prix des transports (-12,3% en g.a.). Au titre de l'année 2021, le taux d'inflation moyen annuel s'est établi à 12,6%.

Guinée-Bissau

30 M USD de la BAfD pour le réseau routier et l'appui aux réformes

Le 30 janvier 2022, le Président de la Banque africaine de développement (BAfD) [a annoncé](#) octroyer une enveloppe d'environ 30 M USD au gouvernement bissau-guinéen pour le financement de plusieurs projets. Dans le détail : (i) 14,5 M USD seront alloués à la construction d'un réseau routier entre la Guinée-Bissau et le Sénégal ; (ii) 8,7 M USD en tant qu'appui budgétaire et au renforcement des capacités ; (iii) 7 M USD à l'appui aux réformes. Pour rappel, à fin 2021, le portefeuille actif de la banque dans le pays était estimé à environ 76 M EUR, dont plus de 50% est consacré au secteur de l'énergie.

Libéria

10 M USD de la BAfD en faveur des systèmes d'alerte météorologique

Le 31 janvier 2022, le Conseil d'administration de la Banque africaine de développement (BAfD) [a](#)

[approuvé](#) une subvention de 10 M USD du Fonds vert pour le climat, afin d'améliorer les systèmes d'alerte météorologique précoce du Libéria. Le projet recevra également 431 969 USD du Fonds spécial ClimDev Afrique de la BAfD et 1 M USD du gouvernement du Libéria. L'Agence libérienne de protection de l'environnement exécutera le projet sur cinq ans. Il bénéficiera directement à environ 2,3 M d'agriculteurs et de résidents côtiers. Le projet impliquera l'installation d'un radar météorologique à l'aéroport international Roberts. Les catastrophes météorologiques coûtent au pays environ 6,2 M USD chaque année, un chiffre qui devrait presque doubler au cours de la prochaine décennie et tripler d'ici 2040 dans le scénario de référence.

🇲🇱 Mali

Le pays fait défaut sur le marché régional

Selon [des communiqués](#) publiés par UMOA-Titres, le gouvernement du Mali n'a pas été en mesure d'honorer ses engagements financiers sur le Marché des titres publics de l'UEMOA depuis le 28 janvier 2022. En effet, le pays ne s'est pas acquitté **globalement d'un montant** de 23,9 Mds FCFA (36,4 M EUR) au titre de ses échéances entre le 28 janvier et le 2 février 2022. Cet incident intervient dans un contexte où le Mali est soumis, depuis le 9 janvier 2022, à des sanctions prises à son encontre par la Communauté des Etats d'Afrique de l'Ouest (CEDEAO).

🇲🇷 Mauritanie

Lancement d'un projet de microfinance

Le Ministère de l'Emploi et de la Formation professionnelle [a lancé](#), avec le réseau des **Caisses populaires d'épargne et de crédit de Nouakchott (RCPEC)**, la phase expérimentale des projets dits "Nano Slef Mon métier" qui vise à assurer des prêts bonifiés aux personnes défavorisées pour assurer leur insertion dans le tissu économique. Ces prêts sont compris entre

10 000 MRU (250 EUR) et 50 000 MRU (1 250 EUR) et viseront particulièrement : (i) les femmes ayant une activité dans la vente alimentaire ; (ii) les ouvriers stagiaires et les diplômés des centres de formation technique et professionnelle. Les bénéficiaires seront encadrés par le RCPEC pour **l'évaluation des projets et le suivi du remboursement des prêts**. Cette initiative **s'inscrit dans la politique nationale de lutte contre le chômage et de promotion de l'entrepreneuriat**.

🇳🇮 Niger

6 permis de recherche d'or, de lithium et de substances connexes accordés

Le 27 janvier 2022, le gouvernement [a adopté](#) 6 projets de décrets concernant l'octroi de permis de recherche pour l'or et le lithium. La société Djado Gold Niger SA a obtenu deux permis de recherche pour l'or et les substances connexes dans le département de Bilma à Agadez. La société Rio Narcea Recursos SA a obtenu trois permis de recherche pour le lithium et les substances connexes dans les départements de Téra et Gothèye à Tillabéri. Enfin, la société ANT.MG Company a obtenu un permis de **recherche pour l'or et les métaux connexes** dans le département de Bilma à Agadez. Les trois sociétés se sont respectivement engagées à investir 1,7 M USD, 6 M USD et 2 M USD.

🇸🇳 Sénégal

305 M EUR de la BAfD en faveur de l'industrialisation et du désenclavement des zones agricoles et minières

Le Sénégal et la Banque africaine de développement (BAfD) [ont signé](#), le 27 janvier 2022, des conventions de financements relatives au **Programme d'appui et d'accélération industrielle à la compétitivité et à l'emploi (PAAICE)**, et au Programme de désenclavement des zones agricoles et minières (PDZAM- phase 1), pour un montant total de 305,5 M EUR. Ces

financements visent : (i) pour le premier, à soutenir la relance économique, l'accélération de l'industrialisation et la création d'emplois ; (ii) pour le second, à la mise en place et à la transformation des potentialités économiques des régions du nord du Sénégal par la réduction des coûts de transports. Par ailleurs, un protocole de don de près de 580 M FCFA (884 K EUR) a également été signé pour le programme de partenariat d'affaires pour les PME, avec le soutien de l'Ambassade du Japon au Sénégal.

Sierra Leone

Le pays inaugure un centre de collecte de données dans le cadre du WAPIS

Le 27 janvier 2022, selon [un communiqué](#) de la CEDEAO, la Sierra Leone a inauguré le centre de collecte et d'enregistrement des données du Système national de gestion de la criminalité (NCMS-WAPIS) à Freetown. Le Système d'information de la police de l'Afrique de l'Ouest (WAPIS) est une initiative des pays de la CEDEAO visant à construire une réponse nationale, régionale et internationale aux menaces criminelles et au terrorisme. Financé par l'Union européenne (UE) et mis en œuvre par Interpol, le WAPIS vise à renforcer la capacité des services chargés de l'application de la loi dans la CEDEAO, à améliorer leur capacité à collecter, traiter, analyser et échanger les informations entre organes nationaux.

Togo

L'accès à l'eau potable, l'une des priorités du gouvernement pour 2022

En 2022, le gouvernement [prévoit de consacrer](#) à l'approvisionnement en eau potable un budget de près de 23 Mds FCFA (35,1 M EUR), soit une progression de 35,3% par rapport à 2021. Ainsi, plusieurs projets devraient voir le jour dont : (i) la réalisation dans le nord du pays de plus de 300 pompes hydrauliques et de 400 forages ainsi que de 31 mini adductions d'eau potable ; (ii) la construction de 602 postes à énergie solaire ; (iii) le renforcement de l'hydraulique villageoise sur tout le territoire avec 185 postes d'eau autonomes à pompage solaire ; (iv) le Plan directeur de l'eau dans le grand Lomé qui vise à renforcer la desserte en eau potable de la ville. Pour rappel, l'objectif du gouvernement est de parvenir à un taux de desserte en eau potable de 85% à l'horizon 2025 et une couverture universelle à l'horizon 2030.

GuarantCo fournit à Orabank Togo une garantie de portefeuille de 22 M EUR

La filiale togolaise du groupe bancaire panafricain Orabank [a obtenu](#) une garantie de portefeuille de 14,6 Mds FCFA (22,1 M EUR) auprès du fonds GuarantCo. La garantie permet à la banque de renforcer sa capacité de financement des secteurs de l'infrastructure, de la télécommunication ainsi que le financement des PME. Elle permettra également à la banque d'améliorer ses ratios prudentiels de capital et de solvabilité de la banque. Pour rappel, Orabank Togo est la plus importante banque du pays, avec 22% des actifs du secteur en 2020.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques. Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.trésor.economie.gouv.fr/tresor-international